

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SIXIÈME SESSION
Documents officiels

SIXIÈME COMMISSION
43e séance
tenue le
lundi 25 novembre 1991
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 43e SÉANCE

 nt : M. AFONSO (Mozambique)

SOMMAIRE

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-TROISIÈME SESSION (suite)

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DU PROJET D'ARTICLES RELATIFS AU STATUT DU COURRIER DIPLOMATIQUE ET DE LA VALISE DIPLOMATIQUE NON ACCOMPAGNÉE PAR UN COURRIER DIPLOMATIQUE ET EXAMEN DES PROJETS DE PROTOCOLES FACULTATIFS Y RELATIFS (suite)

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT INTERNATIONAL (suite)

POINT 140 DE L'ORDRE DU JOUR : UTILISATION DE L'ENVIRONNEMENT COMME INSTRUMENT DE GUERRE EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ ET ADOPTION DE MESURES PRATIQUES VISANT À ÉVITER PAREILLE UTILISATION (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être admises, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.6/46/SR.43
16 décembre 1991
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-TROISIEME SESSION (suite) (A/C.6/46/L.15 et 16)

1. M. TETU (Canada), présentant, au nom de **ses auteurs**, le projet de résolution A/C.6/46/L.16, dit que la Bolivie, l'Equateur, l'Espagne et le Venezuela s'en sont **portés** coauteurs. Après avoir donné un aperçu de son texte, il exprime l'espoir qu'il sera adopté **sans** être mis aux voix.
2. Mme KOFLER (Autriche), présentant, au nom de **ses auteurs**, le projet de résolution A/C.6/46/L.15, dit que l'Espagne **s'est** aussi portée coauteur de ce projet. Celui-ci tient compte à la fois du débat qui a eu lieu sur ce thème au sein de la Commission et des **vues présentées** au cours de consultations **officieuses**. L'intervenante exprime l'espoir qu'il sera adopté **sans** être mis aux voix.

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : **EXAMEN** DU PROJET D'ARTICLES RELATIFS AU STATUT DU COURRIER DIPLOMATIQUE ET DE LA VALISE DIPLOMATIQUE NON ACCOMPAGNEE PAR UN COURRIER DIPLOMATIQUE ET EXAMEN DES PROJETS DE PROTOCOLES FACULTATIFS Y RELATIFS (suite) (A/C.6/46/L.14)

3. Le **PRESIDENT**, présentant le projet de résolution A/C.6/46/L.14, dit que le texte dont la Commission est saisie **est** le fruit de consultations officielles approfondies. En **vertu** de ce projet, l'Assemblée générale déciderait que des consultations officielles sur le projet d'articles **relatifs** au **statut** du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique et l'examen **des** projets de protocoles **facultatifs** y relatifs reprendraient à sa quarante-septième session.
4. Le projet de résolution A/C.6/46/L.14 est adopté sans être mis aux voix.

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : DECENNIE DES **NATIONS UNIES** POUR LE DROIT INTERNATIONAL (suite) (A/C.6/46/L.12)

5. M. FARRUKH (Pakistan), présentant, au nom de ses auteurs, le projet de résolution A/C.6/46/L.12, dit que l'Algérie, le Bahreïn, la Belgique, le Cameroun, le Chili, la Colombie, l'Estonie, la Mauritanie, le Mexique, le Maroc, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie, le **Sénégal**, l'Ukraine, l'Uruguay et le Venezuela s'en sont **portés** coauteurs.
6. Le projet de résolution est le fruit de consultations qu'il a **dirigées** en qualité de Président du Groupe de travail de la **Décennie** des Nations Unies pour le droit international. Les participants à ces consultations ont vigoureusement soutenu l'opinion selon laquelle le projet devait essentiellement avoir un caractère **procédural** et se limiter à l'application du programme d'activités à entreprendre au cours de la première période (1990-1992) de la Décennie. La plupart des Participants ont estimé par

(M. Farrukh, Pakistan)

ailleurs que les Etats et les organisations et **institutions** internationales devaient être **encouragés à présenter** de nouvelles **idées** pour la **deuxième période** de la Décennie afin qu'elles puissent être incorporées dans le rapport que le **Secrétaire général** soumettra à l'Assemblée générale lors de sa **quarante-septième** session. **M. Farrukh** exprime l'espoir qu'il sera possible d'adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

7. **M. CHATURVEDI (Inde)** dit que c'est **l'attachement** de son pays à la paix et à la **coopération** dans le monde ainsi **qu'à** la Charte des Nations Unies qui explique la rôle actif qu'il a joué dans le processus qui a conduit à l'adoption de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends entre Etats et, plus récemment, de la Déclaration sur le **renforcement** de l'efficacité du principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales. C'est **l'Inde** qui, avec cinq autres pays, a présenté la Déclaration de New **Delhi**, adoptée à la septième Conférence des chefs **d'Etat** ou de gouvernement des pays non alignés, qui contient un appel à la paix et au désarmement complet, notamment au désarmement nucléaire, ainsi **qu'à** l'élimination des armes de destruction massive,

a. Les relations internationales doivent être régies par la primauté du droit: il faut donc assurer la codification, le renforcement et le développement progressif du droit international. L'Inde a participé activement aux conférences internationales qui ont été tenues en vue d'adopter des traités multilatéraux tels que les Conventions de Vienne sur le droit des traités **et** sur les relations diplomatiques et consulaires. Elle a signé la **Convention** des Nations Unies sur le droit de la mer et a toujours joué un rôle actif dans les délibérations du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Elle est également partie au Traité sur l'Antarctique de 1959. De plus, **l'Inde** a accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice et a eu recours, pour le règlement de différends, à la procédure d'arbitrage, à la Cour internationale de Justice et à l'Organisation de l'aviation civile internationale. En **qualité** de Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, **l'Inde** a participé, chaque fois qu'on le lui a demandé, aux opérations de maintien de la paix de l'organisation. Le respect du droit international et des obligations des traités, la promotion de la paix et de la sécurité internationales et le règlement **des différends** internationaux par voie d'arbitrage sont des principes consacrés, dans le cadre de la politique de **l'Etat**, par l'article 51 de la Constitution de **l'Inde**.

9. La promotion du principe du règlement pacifique des différends entre les Etats est essentielle à l'instauration de la paix et de la sécurité internationales. La prévention et le règlement pacifique des différends sont donc des domaines dans lesquels il faut faire preuve d'une certaine souplesse et en tenant compte des circonstances et de la nature des différends; ceux-ci

(M. Chaturvedi, Inde)

doivent être réglés sur la base des principes de l'égalité souveraine des Etats • t de la liberté des choix %t des moyens d'action, Il rat essentiel que la Commission ne fasse rien qui risque de limiter la pinoeplie des moyens de règlement dont disposent les Etats.

10. La cause de la paix et du rbglement pacifique des différends ne pourra progresser tant que l'ordre mondial actuel ne sera pas modifié et que des décisions novatrices ne seront pas prises aur las questions essentielles qui se posent à l'humanité. Le Mouvement des pays non alignés a identifié ces questions et souligné à maintes reprises leur importance dans diverses déclarations3 il s'agit en particulier de Sa mise a place d'un ordre mondial non violent; de l'élimination total3 des armes nucléaires afin de parvenir à un désarmement général et complet; de l'instauration de relations économiques internationales justes et équitables; et de la garanti% des droits et de8 libertés fondamentaux pour tous les peuples.

11. La droit international figure parmi les disciplines des programmes de premier et deuxième cycles de plusieurs universités et institutions de l'Inde. Le Gouvernement a fourni aux établissements universitaires un% aide de nature financière et autre pour encourager la recherche et l'étude dan8 l% domaine du droit international et pris des msaarss en vu% de publier, sous forme d% recueils, les traités conclus avec d'autres paya. Au cour% de la Décennie des Nations Uni% pour le droit international, le Gouvernement indien souhaite pouvoir coopérer avec d'autre8 Etats et organisations internationales pour réaliser des activités et des programmes visant à renforcer la confiance dan8 l% droit international afin que les relations entre les Etats soient fondées sur les principes universels du droit et de la justice.

12. L'adopté sans être mis aux voix46/L.12 est _____

POINT 140 DE L'ORDRE DU JOUR : UTILISATION DE L'ENVIRONNEMENT COMME INSTRUMENT DE GUERRE RN PERIODE DE CONFLIT ARME ET ADOPTION DE MESURES PRATIQUES VISANT A EVITER PAREILLE UTILISATION (suite) (A/C.6/46/L.13)

13. Le **PRESIDENT**, présentant le projet de résolution A/C.6/46/L.13, dit que ce projet a été établi à la suit% de consultations approfondies qu'il a tenues avec un certain nombre de délégations des divers groupes régionaux et qu'il est l'expression d'un consensus.

14. Le projet de résolution A/C.6/46/L.13 est adopté sans être mis aux voix.

La séance est levée à 16 h 5.